Fillins

203. SRV

A C C O R D

entre

LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

et

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après désigné par le sigle "HCR") et le Gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam (ci-après dénommé le "Gouvernement") ;

Considérant la collaboration existante entre le HCR et le Gouvernement en faveur des personnes qui, du fait de la guerre, ont été déplacées et sinistrées en République Socialiste du Viet Nam ainsi que l'Accord du 11 juin 1975 sur l'ouverture d'une Délégation du HCR à Hanoi afin d'assurer la liaison nécessaire et la coordination du programme d'assistance humanitaire du HCR au Viet Nam ;

Considérant qu'en octobre 1975, "les membres du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, à l'unanimité, ont reconnu qu'une aide humanitaire continuait d'être requise à la suite des événements dans la péninsule indochinoise" et que l'Assemblée générale des Nations Unies en endossant cette décision dans sa résolution 3455 (XXX) du 9 décembre 1975, "a demandé instamment à la communauté internationale de renforcer encore son appui à l'action du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés" ;

Considérant que le programme d'assistante du HCR, pour la période 1975/1976 en faveur des personnes qui, du fait de la guerre, ont été déplacées et sinistrées en République Socialiste du Viet Nam a permis de fournir une solution durable à une partie de ces groupes de personnes ;

Considérant le désir du Gouvernement de poursuivre cette tâche humanitaire et de continuer à y associer le HCR ;

Conviennent de ce qui suit :

1. Le Gouvernement sera responsable de l'identification des besoins et priorités des personnes déplacées sus-mentionnées pour l'élaboration d'un Programme d'assistance (ci-après nommé Programme) financé par le HCR. Dans la mesure du possible, le HCR aidera le Gouvernement dans ce travail, ainsi que dans la planification et l'élaboration des projets constituant le Programme.

2. Dans le cadre des efforts en cours pour la normalisation de la vie de ces personnes déplacées, le Gouvernement sera responsable de l'exécution des projets convenus avec le HCR en 1977.

Le Gouvernement peut déléguer cette responsabilité à ses différents Ministères et services compétents, et prend toute disposition utile pour en informer le HCR.

3. Afin d'assurer une exécution rapide du Programme, le HCR et le Gouvernement élaboreront un plan d'action spécifiant :

   a) les responsabilités des deux parties pour chaque projet, en ce qui concerne, en particulier, les travaux

préparatoires à accomplir sur les lieux des projets et avant leur mise en oeuvre par le Gouvernement, et la fourniture par le HCR des matériaux et de l'équipement destinés au Programme, et

b) un calendrier de livraison des matériaux et de l'équipement, tenant compte de l'avancement des travaux préparatoires accomplis sur les lieux des projets (ou des exigences saisonnières du cycle agricole en ce qui concerne les projets agricoles).

4. Le Gouvernement fournira les détails techniques nécessaires à l'élaboration des projets, y compris les relevés des lieux d'exécution des projets, les plans de construction, les contributions complémentaires, telles que les services généraux, les matériaux locaux à utiliser, etc. Le Gouvernement fournira également les spécifications techniques de l'équipement et des matériaux de construction sur la base desquelles le HCR les fournira.

5. Le HCR sera responsable d'acheminer au port désigné l'équipement et les matériaux de construction par lui financés sur la base des indications techniques fournies par le Gouvernement. Ce dernier assumera la responsabilité du transport des marchandises à l'intérieur du Viet Nam, à destination des lieux de mise en oeuvre des projets.

6. Les biens importés au titre du Programme seront exonérés de tout droit de douane et autres taxes. Le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour la réception, l'entreposage, le transport et la distribution de ces biens aux bénéficiaires du Programme.

7. Dans la mesure du possible, le HCR assumera la responsabilité de livrer l'équipement et les matériaux acquis à l'étranger selon le calendrier visé au paragraphe 3b. Le Gouvernement assurera, dans la mesure du possible, le mouillage prioritaire et le prompt débarquement de la cargaison et communiquera au HCR le plus rapidement possible les nouvelles relatives au déchargement et à la livraison des marchandises selon le formulaire fourni par le HCR.

8. Afin d'assurer le financement du Programme en République Socialiste du Viet Nam pour l'année 1977, le HCR s'efforcera d'obtenir d'autres gouvernements, organisations intergouvernementales et non-gouvernementales, ainsi que du secteur privé, des contributions en espèces ou en nature à concurrence d'un montant maximum de sept millions de dollars des Etats-Unis.

9. Le Gouvernement donnera son appui aux appels et collectes de fonds du HCR. Le HCR et le Gouvernement se tiendront mutuellement informés des résultats de leurs démarches et se consulteront pour assurer la coordination de leurs efforts respectifs.

10. Le HCR consultera le Gouvernement avant d'accepter des contributions en nature et avant de procéder à tout achat destiné au Programme.

11. Le HCR et les organismes chargés de l'exécution concluront des accords sous forme d'échanges de lettres ou sous tout autre forme contenant des clauses spécifiques, y compris une estimation budgétaire de chaque projet ou groupe de projets convenus entre les deux parties dans le cadre du Programme. Les dispositions du présent accord (désigné sous le nom

d"Accord de base") s'appliqueront également au projet ou groupe de projets faisant l'objet des accords détaillés ultérieurs.

12. Dans la mesure du possible, le Gouvernement facilitera les visites des représentants du HCR sur les lieux d'exécution des projets du Programme ainsi que les visites éventuelles des représentants dûment autorisés du Haut Commissaire ou du Comité des Commissaires aux comptes des Nations Unies, au cas où celui-ci en exprimerait le désir, aux fins de vérification des comptes du Programme.

13. Le HCR ne sera tenu d'indemniser aucun tiers pour aucune plainte, réclamation, demande quelles qu'elles soient, ainsi qu'aucuns dommages et intérêts quels qu'ils soient qui pourraient résulter de la mise en oeuvre du Programme et être portés à la connaissance du Gouvernement ou élevés à son encontre.

14. Le présent accord a pris effet au 1er janvier 1977 et se terminera le 31 décembre 1977. Il pourra être prolongé par simple échange de lettres entre le HCR et le Gouvernement.

Le présent accord est rédigé dans les deux langues française et vietnamienne, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont, au nom des parties contractantes, signé le présent accord à Hanoi le 6 Mai 1977.

Pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Signature :

Nom : ALEXANDRE CASELLA
Titre : Délégué du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Viet Nam

Pour le Gouvernement de la République Socialiste du Viêt Nam

Signature :

Nom : NGUYEN NGOC HOAN
Titre : Directeur adjoint du Département des Organisations et Conférences internationales du Ministère des Affaires Etrangères de la République Socialiste du Viet Nam

ANNEXE

Estimation budgétaire pour 1977
du programme d'assistance du Haut Commissariat
des Nations Unies pour les Réfugiés en
République Socialiste du Viet Nam

(dollars des Etats-Unis)

I. Aide à l'installation rurale	4 400 000
1 - Agriculture	
2 - Logement	
3 - Installations de santé rurales	
4 - Voies d'accès	
II. Assistance vestimentaire	200 000
III. Assistance aux pêcheurs	1 400 000
1 - Engins de pêche et moteurs pour bateaux	
2 - Installation de réfrigération et de transport	
3 - Matériaux de construction	
IV. Aide à la formation professionnelle	200 000
V. Aide à l'élevage	200 000
VI. Réserve pour imprévus et appui au programme	600 000
TOTAL	7 000 000

BẢN THỎA THUẬN

giữa

Cơ quan Cao ủy Liên hợp quốc về những nạn nhân chiến tranh

và

Chính phủ nước Cộng hoà Xã hội chủ nghĩa Việt Nam

Cơ quan Cao ủy Liên hợp quốc về những nạn nhân chiến tranh (sau đây viết tắt là "HCR") và Chính phủ nước Cộng hoà Xã hội chủ nghĩa Việt Nam (sau đây gọi tắt là "Chính phủ") ;

Xét rằng giữa HCR và Chính phủ đã sẵn có sự hợp tác để giúp đỡ những người do chiến tranh trước đây đã bị di chuyển và gặp khó khăn ở nước Cộng hoà Xã hội chủ nghĩa Việt Nam và xét Hiệp định ngày 11 tháng 6 năm 1975 về việc đặt phái đoàn đại diện của HCR ở Hà Nội để bảo đảm sự liên lạc cần thiết và sự phối hợp chương trình viện trợ nhân đạo của HCR tại Việt Nam ;

Xét rằng tháng 10 năm 1975, "các ủy viên trong ban chấp hành chương trình của Cao ủy đã nhất trí cho rằng sự viện trợ nhân đạo vẫn còn cần thiết sau những sự kiện xảy ra trên bán đảo Đông Dương" và Đại hội đồng Liên hợp quốc trong khi đưa quyết định ấy vào nghị quyết 3455 (XXX) ngày 9 tháng 12 năm 1975 của Đại hội đồng,"đã khẩn thiết yêu cầu cộng đồng quốc tế tăng cường ủng hộ hơn nữa hành động của Cao ủy Liên hợp quốc về những nạn nhân chiến tranh" ;

Xét rằng Chương trình viện trợ năm 1975/1976 của HCR cho những người do chiến tranh trước đây đã bị di chuyển và gặp

khó khăn ở nước Cộng hoà Xã hội chủ nghĩa Việt Nam, đã giúp cung cấp một giải pháp lâu bền cho một phần những người này;

Xét rằng Chính phủ có ý muốn tiếp tục nhiệm vụ nhân đạo này và tiếp tục để HCR tham gia vào nhiệm vụ này ;

Đã thỏa thuận những điểm sau đây :

1. Chính phủ sẽ chịu trách nhiệm xác định những nhu cầu và các điều ưu tiên của những người bị di chuyển nói trên để làm cơ sở cho việc soạn thảo một chương trình viện trợ (sau đây gọi là chương trình) do HCR đài thọ. Tùy theo khả năng của mình, HCR sẽ giúp Chính phủ trong công việc này cũng như trong việc lập kế hoạch và soạn thảo các đề án của chương trình viện trợ nói trên.

2. Trong khuôn khổ những cố gắng đang được thực hiện nhằm bình thường hóa đời sống của những người bị di chuyển đó, Chính phủ sẽ chịu trách nhiệm thực hiện các đề án đã được thỏa thuận với HCR trong năm 1977.

   Chính phủ có thể ủy trách nhiệm đó cho các Bộ và các cơ quan có trách nhiệm của mình và có biện pháp cần thiết thông báo cho HCR biết.

3. Để bảo đảm thực hiện nhanh chóng Chương trình, HCR và Chính phủ sẽ thảo ra một kế hoạch hành động quy định rõ :

   a) Trách nhiệm của hai bên đối với từng đề án, đặc biệt là công việc chuẩn bị cần làm tại nơi thực hiện các đề án trước khi được Chính phủ cho thi công, và trước khi HCR cung cấp vật liệu và thiết bị cần thiết cho chương trình, và

b) Một lịch chuyển giao vật liệu và thiết bị, tùy theo sự tiến triển của công việc chuẩn bị tại nơi thực hiện các đề án (hoặc tùy theo, những đòi hỏi của thời vụ nông nghiệp đối với những đề án giành cho nông nghiệp).

4. Chính phủ sẽ cung cấp những chi tiết kỹ thuật cần thiết cho việc soạn thảo các đề án, kể cả sơ đồ những nơi thực hiện các đề án, các kế hoạch xây dựng, các khoản đóng góp thêm như các dịch vụ chung, các vật liệu sử dụng lấy tại địa phương, v.v... Chính phủ cũng sẽ cung cấp các quy cách kỹ thuật của thiết bị và vật liệu xây dựng để trên cơ sở đó HCR sẽ có nhiệm vụ cung cấp.

5. HCR sẽ chịu trách nhiệm đưa thiết bị và vật liệu xây dựng đã mua theo những chỉ dẫn kỹ thuật của Chính phủ tới cảng đã được chỉ định. Chính phủ sẽ chịu trách nhiệm vận chuyển hàng hóa trong phạm vi nội địa Việt Nam, đến những nơi thi công các đề án.

6. Các tài sản được nhập khẩu trong khuôn khổ Chương trình sẽ được miễn thuế quan và các thứ thuế khác. Chính phủ sẽ có các biện pháp cần thiết để tiếp nhận, nhập kho, vận chuyển và phân phối các tài sản đó đến những người được hưởng viện trợ theo Chương trình.

7. Trong chừng mực có thể, HCR sẽ chịu trách nhiệm giao thiết bị và vật liệu đã mua ở nước ngoài theo lịch đã nói ở đoạn 3b. Chính phủ sẽ bảo đảm, trong chừng mực có thể, ưu tiên cho tầu cập bến và bốc dỡ hàng nhanh chóng, và sẽ thông báo cho HCR càng nhanh càng tốt những tin tức liên quan đến việc bốc dỡ và giao nhận hàng theo mẫu của HCR.

8. Để đảm bảo chi phí của Chương trình năm 1977 tại Cộng hoà Xã hội chủ nghĩa Việt Nam, HCR sẽ cố gắng vận động các Chính phủ khác, các tổ chức liên chính phủ và phi chính phủ, cũng như khu vực tư nhân, đóng góp bằng tiền mặt hoặc bằng hiện vật tổng cộng tối đa là 7 triệu đô la Mỹ.

9. Chính phủ sẽ ủng hộ những lời kêu gọi và quyên góp tiền của HCR. HCR và Chính phủ sẽ thông báo cho nhau về kết quả các cuộc vận động vàsẽ tham khảo lẫn nhau để bảo đảm sự phối hợp các cố gắng của đôi bên.

10. HCR sẽ tham khảo ý kiến của Chính phủ trước khi nhận những đóng góp bằng hiện vật và trước khi mua hàng phục vụ Chương trình.

11. HCR và các cơ quan chịu trách nhiệm thực hiện sẽ ký các bản thỏa thuận dưới hình thức trao đổi công hàm hoặc mọi hình thức khác, các điều khoản cụ thể, kể cả dự trù ngân sách cho từng đề án hoặc từng nhóm đề án mà hai bên đã thỏa thuận trong khuôn khổ Chương trình. Các điều khoản trong bản thỏa thuận này (lấy tên là "Bản thỏa thuận cơ bản") cũng sẽ được thực hiện đối với từng đề án hoặc từng nhóm đề án đã được hai bên thỏa thuận.

12. Trong chừng mực có thể, Chính phủ sẽ tạo điều kiện dễ dàng cho các đại diện HCR đến thăm những địa điểm thực hiện các đề án của Chương trình cũng như cho các đại diện có thẩm quyền của Cao ủy hoặc của Ủy ban tài vụ của Liên hợp quốc đến xem xét các khoản chi tiêu của Chương trình, trong trường hợp Ủy ban này yêu cầu.

13. HCR sẽ không bồi thường cho một bên thứ ba nào về bất kỳ một sự khiếu nại, đòi hỏi, yêu cầu nào cũng như bất kỳ sự

bồi thường thiệt hại nào có thể xảy ra do việc thực hiện Chương trình mà người ta báo cho Chính phủ biết hoặc đòi Chính phủ trả.

14. Bản thỏa thuận này có hiệu lực từ ngày 1 tháng 1 năm 1977 và sẽ hết hiệu lực vào ngày 31 tháng 12 năm 1977. Bản thỏa thuận này có thể được gia hạn bằng cách trao đổi công hàm giữa HCR và Chính phủ.

Bản thỏa thuận này làm bằng hai thứ tiếng Pháp và Việt Nam, cả hai bản đều có giá trị như nhau.

Để làm bằng chứng, những người ký tên dưới đây, có đầy đủ ủy quyền để thay mặt các bên ký kết, đã ký bản thỏa thuận này tại Hà Nội ngày 6 tháng 5 năm 1977.

Thay mặt Cơ quan Cao ủy Liên hợp quốc về những nạn nhân chiến tranh

Ký tên :

Tên : ALEXANDRE CASELLA
Chức vụ : Đại diện Cơ quan Cao ủy Liên hợp quốc về những nạn nhân chiến tranh

Thay mặt Chính phủ nước Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam

Ký tên :

Tên : NGUYỄN NGỌC HOAN
Chức vụ : Phó Vụ trưởng Vụ các Tổ chức và Hội nghị quốc tế, Bộ Ngoại giao Cộng hòa Xã hội chủ nghĩa Việt Nam

Phụ lục

Bản dự trù ngân sách năm 1977 của Chương trình viện trợ của Cơ quan Cao ủy Liên hợp quốc về những nạn nhân chiến tranh tại nước Cộng hoà Xã hội chủ nghĩa Việt Nam

(đô la Mỹ)

I. Giúp đỡ cho các công cuộc ở nông thôn	4.400.000
1 - Nông nghiệp	
2 - Nhà ở	
3 - Y tế nông thôn	
4 - Đường sá	
II. Viện trợ về quần áo	200.000
III. Viện trợ cho những người đánh cá	1.400.000
1. Dụng cụ đánh cá và mô tơ cho tàu thuyền	
2. Thiết bị đông lạnh và vận chuyển	
3. Vật liệu xây dựng	
IV. Giúp đỡ cho việc đào tạo cán bộ	200.000
V. Giúp đỡ cho chăn nuôi	200.000
VI. Dự phòng	600.000
Tổng cộng	7.000.000